

CINQ

MINUTES

POUR

COMPRENDRE LE

CAS DES

CINQ

CINQ INNOCENTS ONT BESOIN DE VOUS

APPEL

AUX PARLEMENTS ET AUX PEUPLES DU MONDE

Cinq cubains, Gerardo Hernández Nordelo, Ramón Labañino Salazar, Antonio Guerrero Rodríguez, Fernando González Llort et René González Schwerert purgent aux États-Unis, depuis presque onze ans, une peine de prison injuste.

Le 15 juin 2009, la Cour suprême de justice des États-Unis a décidé d'ignorer la clameur universelle sans précédent qui appelait à réviser un procès tortueux et injuste.

Les magistrats ont préféré obéir à l'administration Obama, sans même prêter attention aux 5 cubains.

De solides arguments ont été présentés par la défense.

Arguments soutenus par une douzaine de documents émanant :

- de dix Prix Nobel,
- d'organes législatifs,
- de centaines de

parlementaires,

• d'organisations de juristes de nombreux pays, dont les États-Unis,

• de personnalités défenseurs des droits de l'homme,

• d'universitaires et d'académiciens,

- de religieux,
- de millions de personnes sur

tous les continents...

TOUS ONT ÉTÉ IGNORÉS.

Ce faisant, la Cour suprême a donc entériné une série interminable de violations du droit et des procédures légales.

La Cour suprême s'est faite la complice de la politique de promotion et de protection du terrorisme qui a suivi. Cette politique est à l'origine même de l'énorme injustice dont sont victimes nos cinq compatriotes.

La liste de ces violations du droit et des procédures légales est longue.

N'importe laquelle de cette liste aurait du suffir à la mise en liberté immédiate des accusés.

Après les avoir arrêtés, le samedi 12 septembre 1998 au petit matin, le FBI a immédiatement informé les représentants de la mafia terroriste et les médias de communication de **Miami**. Ceux-ci ont aussitôt déclenché une campagne de haine et de calomnies intenses qui n'a jamais cessé depuis.

Les qualificatifs injustement d'« espions » mafia et médias ont comploté avec le gouvernement pour inclure, après plus de six mois d'incarcération, l'incident du 24 février 1996 au chef d'accusation.

Dès leur arrestation et pendant 17 mois, ils ont été soumis au confinement solitaire, dans des cellules de punition, isolés du monde extérieur, en violation des propres règlements pénitentiaires nord-américains qui limitent à un maximum de soixante jours ce type de traitement normalement appliqué aux détenus dangereux ayant commis des crimes importants au cours de leur incarcération.

Ce traitement inhumain leur a été infligé par la suite, à plusieurs reprises, sans la moindre justification, uniquement pour entraver le travail de la défense.

C'est ainsi qu'ils ont de nouveau subi ce traitement en juin 2001 pour plusieurs semaines les empêchant de se préparer à l'unique occasion qu'ils avaient de s'adresser au tribunal, à la fin du procès.

Ils retournèrent à ce double emprisonnement, dans des conditions encore plus dures, tout le mois le mars 2003, au moment même où se terminait le délai pour se pourvoir devant la cour d'appel d'Atlanta.

- **Pendant plus de dix ans**, les Cinq et leurs avocats ont dû faire face aux pires obstacles pour pouvoir exercer leurs droits.
- **Ils n'ont jamais pu avoir accès** à une bonne partie des preuves sous-tendant les accusations fallacieuses formulées contre eux et la cour a rejeté plus de dix motions présentées par la défense avant l'ouverture du procès.
- **Ils sont incarcérés dans cinq prisons différentes** très éloignées les unes des autres, rendant ainsi très difficile leur communication avec leurs avocats.
- **Ils n'ont pas reçu à plusieurs reprises**, ou avec du retard, mais toujours à des moments décisifs du procès, la correspondance légale dont ils avaient besoin pour mettre au point leur appel.
- **Gerardo Hernández Nordelo n'a jamais reçu les documents** relatifs à sa requête devant la Cour suprême, documents qui lui ont pourtant été expédiés en recommandé au début de cette année.

Cette violation évidente et impardonnable de ses droits en tant que prisonnier et de ceux de son avocat, s'additionne aux entraves constantes à la communication de Gerardo avec l'extérieur qui persistent malgré les nombreuses protestations de Cuba auprès des autorités nord-américaines.

Le déroulement de ce procès fallacieux a été, d'un bout à l'autre, une comédie macabre.

Le gouvernement a insisté pour que le procès se déroule à **Miami**, où, précisément, dans le même temps, avait lieu le scandaleux kidnapping d'Elián González, un enfant de six ans. Enfant pour lequel, afin d'obtenir sa libération, Washington a dû envoyer les forces spéciales depuis la capitale, les autorités et les agences locales étant complices des ravisseurs.

Le ministère public a également refusé de transférer le procès à la ville voisine de Ford Lauderdale, située à une demi-heure de distance.

Le gouvernement a menti de manière flagrante en invoquant que **Miami** était un endroit adéquat, alors que la ville constituait pourtant un milieu encore plus hostile et menaçant du fait de l'enlèvement d'Elián ;

Or, quelques années après, en 2002, plusieurs fonctionnaires gouvernementaux étaient impliqués dans un procès civil. Ce même gouvernement demanda un transfert de siège avec comme prétexte qu'aucune cause – même mineure comme c'était le cas – ayant à voir même indirectement avec Cuba ne pouvait être jugée à **Miami** d'une manière équitable (*Ramírez vs. Ashcraft, 01-4835 Civ-Huck, 25 juin 2002*).

Le sujet du refus de transfert de siège et l'ambiance régnant à Miami ont conduit, le 9 août 2005, le panel des juges d'Atlanta à déclarer unanimement le procès nul et à ordonner l'ouverture d'un nouveau procès dans un lieu différent. (Cour d'appel du Onzième Circuit, No. 01-17176, 03-11087).

Or, le gouvernement, adoptant une posture insolite parce qu'à l'encontre des normes et pratiques usuelles en la matière aux États-Unis, fit appel à son tour de cette décision historique et **força la cour d'appel à la révoquer**, bien que sans unanimité.

Cette même année, pour la première fois concernant un cas lié aux États-Unis, le 27 mai 2005, le groupe de travail des Nations Unies sur les détentions arbitraires a conclu:

> la privation de liberté des Cinq est arbitraire et contraire aux conventions internationales, comme les violences commises au cours du procès et a demandé instamment au gouvernement américain de prendre immédiatement des mesures pour mettre fin à un tel arbitraire.

Après avoir obligé la cour à tenir le procès à **Miami**, le gouvernement a pris d'autres mesures pour garantir les peines les plus sévères et les plus injustes. Durant la sélection du jury, il a fait preuve d'un racisme évident, parvenant à exclure la majorité des jurés afro-américains potentiels. Le procureur a permis toutes sortes de pressions et de menaces contre les jurés qui ont été pris en chasse dans l'édifice même, interpellés par la foule, harcelés par des journalistes au service des terroristes, payés par le gouvernement, à tel point qu'à plusieurs reprises, ils ont exprimé leur peur et leur crainte pour leur sécurité, ce qui obligea la juge à se plaindre et à implorer le gouvernement de faire quelque chose pour remédier à cette situation. (*Transcription officielle du procès, pp. 111, 112, 14644-14646*).

Les preuves présentées contre les Cinq furent étrangement classées secrètes, frauduleusement manipulées pour fabriquer de toutes pièces les principaux chefs d'accusation, ce que le gouvernement lui-même puis la cour d'appel reconnurent ensuite.

CINQ

**MINUTES
POUR AGIR,**

CINQ

**RAISONS
POUR EXIGER
LEUR
LIBÉRATION !**

REMPLEZ LE BULLETIN CI-JOINT ET DÉPOSER LE
DANS L'URNE SITUÉ SUR LE STAND DE CUBA.

- je suis Démocrate,
- je suis humaniste,
- je déteste l'injustice
- je suis contre le terrorisme
- Ces cinq cubains n'ont
commis aucun crime !

je demande leur libération
immédiate.

- nom:

- ville:

- mail:

- signature



APPEL

AUX PARLEMENTS ET AUX PEUPLES DU MONDE

Gerardo Hernández Nordelo, Ramón Labañino Salazar, Antonio Guerrero Rodríguez, Fernando González Llorit et René González Sehwerert purgent depuis presque onze ans une peine de prison injuste.

 Je signe !

Des hauts gradés militaires qui comparurent à la barre à titre de témoins ou d'experts, analysèrent les prétendues preuves et affirmèrent, tous sans exception, sous la foi du serment, n'y avoir rien trouvé qui impliquât la recherche d'informations secrètes ou portât atteinte à la sécurité nationale des États-Unis. (*Contre-amiral à la retraite Eugene Carroll, Transcription officielle du procès, pp. 8196-8301 ; général de division de l'armée de terre à la retraite Edward Breed Atkeson, id., pp. 11049-11199 ; général Charles Elliot Wilhelm, ancien chef du Commandement Sud, id., pp. 11491-11547 ; général de corps aérien à la retraite James R. Clapper, id., pp. 13089-13235*).

En septembre 2008, la cour d'appel a unanimement décidé qu'il n'existait aucune preuve que les accusés aient « collectée ou transmis des informations secrètes », ni qu'ils aient porté atteinte à la sécurité nationale des États-Unis, annula les verdicts relatifs au chef d'accusation n° 2 (association de malfaiteurs pour faire de l'espionnage) et décida que Ramón et Antonio devaient bénéficier d'un nouveau verdict. (*Cour d'appel du Onzième Circuit, n° 01-17176, D.C Docket n° 98-00721-CR-JAL, pp. 70-81*).

Dependant, bien que reconnaissant que la même procédure devait s'appliquer à Gerardo, elle le lui refusa, de façon discriminatoire, sous prétexte de son autre condamnation à perpétuité.

Cette même cour d'appel déclara aussi, mais pour d'autres motifs, que la peine imposée à Fernando González était erronée, la déclara nulle et ordonna qu'il fasse l'objet d'un nouveau verdict (*Id., pp. 67-69*).

Il faut souligner que ces « erreurs » ne sauraient être attribuées seulement au tribunal qui infligea exactement les peines que demandait le procureur.

Il n'existe pas de meilleure preuve d'acte de mauvaise foi que l'autre peine à perpétuité infligée à Gerardo Hernández Nordelo au titre du chef d'accusation n° 3 (*conspiration pour commettre un assassinat*).

En mai 2001, le gouvernement lui-même a reconnu « à la lumière des preuves présentées au procès », **qu'il ne pouvait prouver le chef d'accusation n° 3**, ce qui est donc « un obstacle insurmontable pour le procureur ». Aussi, dans une posture là encore sans précédent, comme le procureur le reconnut lui-même, il s'adressa en dernière heure à la cour d'appel pour qu'elle lui permette de la modifier et de la reformuler. (*Demande en urgence - Emergency petition for writ of prohibition*, pp. 1-8 et 27-31).

La cour d'appel ayant rejeté cette pétition, **on assiste pourtant à quelque chose d'in vraisemblable : sans poser une seule question, en quelques minutes, le jury déclara Gerardo coupable d'un prétendu crime qu'il n'avait pas commis et que le gouvernement, lui-même, avait reconnu ne pas pouvoir prouver.**

C'est bien là la preuve irréfutable que ce procès ne pouvait être à **Miami** qu'un sinistre traquenard. Terrifiés, sous pressions et menacés, les jurés s'étaient retrouvés tout au long des sept mois que dura le procès dans une salle remplie des mêmes malfaiteurs qu'ils avaient vu dans les médias locaux séquestrer un enfant, défier le gouvernement et les lois, menacer de mettre le feu à la ville et qu'ils entendirent exiger au tribunal la plus lourde peine pour Gerardo.

Malgré ces antécédents, le procureur demanda et obtint contre Gerardo la peine de prison à vie.

Les peines d'emprisonnement démesurées infligées aux Cinq contrastent avec éloquence avec celles appliquées ces dernières années aux différentes personnes accusées réellement d'espionnage, parfois à un niveau rare, y compris à certaines liées à des actions armées violentes contre les États-Unis. Aucun de ces accusés n'a été condamné à la perpétuité ; tous se sont vus infligés des peines inférieures à celles des Cinq, certains les ont déjà purgées et sont libres, tandis que d'autres, reconnus coupables espionnage, ont eu leurs charges retirées par l'administration Obama et ont été mis en liberté.

Mais il est un point qui révèle encore plus la vraie nature de tout ce processus et qui prouve que le gouvernement visait à protéger et à défendre les terroristes, à éviter que leurs plans sinistres soient mis à nu, devenant ainsi protecteur et complice de leurs futurs méfaits. En effet, en plus de peines de privation de liberté exagérées – reconnaissant là que la mission de nos compagnons était bel et bien la lutte contre le terrorisme – il leur a été imposé une restriction supplémentaire, une fois la peine purgée, afin de les « empêcher » de tenter de nouveau des actions contre des terroristes.

Ainsi, la peine infligée à René González précise : « En tant que condition spéciale supplémentaire à la liberté surveillée, il est interdit à l'accusé de s'associer ou de se rendre sur des lieux connus pour être habités ou fréquentés par des individus ou des groupes tels que terroristes, membres d'organisation prônant la violence ou figures du crime organisé. » (*Transcription des actes de verdict*, 14 décembre 2001, pp. 45-46).

Cet « empêchement » était si important aux yeux des autorités nord-américaines que cette même interdiction a été imposée à Antonio Guerrero condamné à la perpétuité plus dix ans ! Pour les trois autres compagnons, nés à Cuba, ils seront expulsés du pays une fois leur peine purgée.

Bref, les terroristes n'ont rien à craindre aux États-Unis. Ils n'auront pas à se cacher pour annoncer ouvertement, comme déjà ils le font, d'autres actions criminelles.

Ceux qui continuent d'emprisonner injustement Gerardo, Ramón, Antonio, Fernando et René font preuve d'une brutalité impardonnable à l'égard de leurs familles :

- **en les obligeant à des démarches interminables et compliquées pour l'obtention d'un visa leur permettant de leur rendre visite en prison.**

- **en méconnaissant ainsi les droits des prisonniers et de leurs familles. La situation que vivent deux des épouses, Adriana Pérez et Olga Salanueva, est particulièrement scandaleuse : les autorités américaines leur ont constamment refusé, jusqu'à ce jour, le droit de voir leurs maris, faisant la sourde oreille aux demandes réitérées d'organisations religieuses, de défenseurs des droits de l'homme, d'organisations syndicales et d'intellectuels du monde entier.**

- **Le traitement honteux infligé à Adriana est absolument inconcevable : Gerardo, son mari, condamné à deux peines de perpétuité plus quinze ans, n'a pas vu sa femme depuis onze ans et la Cour suprême se refuse à considérer son cas. Le 15 juillet dernier, exactement un mois après cette décision condamnable et le jour même de l'anniversaire de leur mariage, pour la dixième fois consécutive, le département d'État a communiqué son refus à Adriana car « elle constitue une menace à la stabilité et à la sécurité nationale des États-Unis ».**

À la condamnation irrationnelle imposée à Gerardo, s'ajoute cette torture abominable, vraiment sadique, de deux jeunes innocents, ce que l'humanité tout entière doit condamner vigoureusement. En refusant de réviser le cas des Cinq, la Cour suprême ferme pratiquement la porte aux solutions légales. Il ne reste plus que la révision des peines infligées à Ramón, à Antonio et à Fernando devant la même juge de Miami. Il faut exiger qu'elle les libère maintenant.

Nous entrons dans une nouvelle phase où la responsabilité de l'administration et spécifiquement celle du président Obama sont majeures.

Le président a l'autorité constitutionnelle et l'obligation morale de faire justice.

Il peut et doit le faire.

Il lui suffit de demander que soient révisées les accusations principales portées contre nos compatriotes, déjà sévèrement contestées par la cour d'appel et par son prédécesseur à la Maison-Blanche.

Il doit le faire s'il souhaite donner une image de changement envers l'Amérique latine et le reste du monde.

Les terroristes se félicitent de l'attitude de l'administration qui continue de garantir l'impunité de Luis Posada Carriles et d'Orlando Bosch, coupables du sabotage en plein vol d'un avion civil ayant entraîné la mort des soixante-treize personnes à bord, tout en châtiant cruellement ceux qui, sans avoir fait du mal à quiconque, ont sacrifié leur jeunesse pour empêcher les méfaits de ces criminels et de bien d'autres.

*La Havane, le 1er août 2009
Assemblée nationale du pouvoir populaire
de la République de Cuba*



L'Assemblée nationale du pouvoir populaire de la République de Cuba appelle à l'

URGENTE
solidarité tous les organes législatifs, les parlementaires et les organisations politiques et sociales, ainsi que toutes les personnes de bonne volonté du monde entier. Elle les appelle à se mobiliser et à exiger la relaxe immédiate de Gerardo, Ramón, Antonio, Fernando et René.

Nous, Cubaines et Cubains pour lesquels ils ont sacrifié leurs vies, nous saurons nous battre sans trêve jusqu'à ce qu'ils rentrent, libres, dans leur patrie reconnaissante.

Plus d'infos sur les sites web :
www.freeforfive.org
www.freethefive.org
www.antiterroristas.cu